

LA DEMOCRATISATION EN EUROPE CENTRALE : L'IMPACT DE LA COOPERATION PANEUROPEENNE DES PARTIS POLITIQUES

Pascal DELWIT et Jean-Michel DE WAELE

Introduction

Etudier la coopération paneuropéenne des partis politiques peut sembler de peu d'intérêt ou un sujet extrêmement limité. En effet, si les organisations partisans transnationales jouent un rôle politique croissant, aidé en cela par l'europanisation et la globalisation des problèmes, il n'en demeure pas moins des acteurs politiques d'importance relative. Examiner une de leur politique n'est-ce pas privilégier l'accessoire au détriment de l'essentiel ? Existe-t-il véritablement un intérêt scientifique à se focaliser sur leurs formes de coopération paneuropéenne ?

Constatons d'emblée que tout ce qui entoure la problématique des organisations partisans transnationales est souvent ignoré dans la littérature scientifique. Analyser un de ses aspects contribue de la sorte à combler une partie des lacunes dans le domaine.

Nos hypothèses de départ étaient que la coopération paneuropéenne des partis politiques révélait et permettait d'aborder des problématiques importantes rarement appréhendées malgré leur intérêt.

Les études qui suivent montrent à suffisance combien les thèmes concernant l'élargissement à l'Est des grandes familles politiques transnationales sert de révélateur tant concernant leur fonctionnement, leurs forces, leurs faiblesses et leurs fonctions que concernant les caractéristiques des jeunes partis politiques d'Europe centrale et orientale dans la définition d'une identité et d'une stratégie politiques. L'étude d'un sujet ciblé permet de s'intéresser à des problématiques plus générales.

Loin de se limiter à une observation de relations diplomatiques entre formations politiques de pays différents, le sujet pose quelques questions de fond portant non seulement sur l'identité même des partis politiques, sur l'utilisation et sur la maximalisation de leurs relations internationales mais aussi sur les rôles que les partis occidentaux ont joués ou voulu jouer dans l'émergence de formations partisans en Europe centrale et

orientale. Comme nous le verrons, les stratégies, les résultats et les leçons ont varié d'une organisation internationale à l'autre. Il est intéressant de confronter les attentes et les demandes des organisations politiques émergentes et les offres des Internationales politiques. Ces dernières ont éprouvé, comme le montrent les analyses de cas et les commentaires émanant des organisations transnationales, de nombreuses difficultés avant de mettre au point une aide adéquate et utile aux organisations politiques des anciennes démocraties populaires. Une comparaison avec la situation ayant prévalu lors de la démocratisation en Europe du sud (Portugal, Grèce, Espagne) durant la moitié des années soixante-dix est à cet égard aussi utile qu'intéressante.

Un des éléments les plus frappants et admis par tous est la méconnaissance quasi complète et réciproque des réalités et des attentes de l'autre.

Avant d'aborder cette problématique, une double question centrale qui repose sur un constat se pose.

Dès les événements de 1989, les grandes organisations partisans internationales se sont livrées à une course de vitesse en Europe centrale et orientale. Chacun a tenté d'attirer dans son camp les prestigieuses et médiatiques personnalités engagées dans la chute des régimes communistes. On pouvait en effet, sans trop de difficultés et selon son organisation, trouver des accents sociaux-démocrates, démocrates chrétiens ou libéraux aux discours de Borislav Geremek, de Vaclav Havel, de Petre Roman ou de Nicolai Sakharov. De plus, les organisations « parapluies » issues de la lutte contre le régime, comme Solidarité et la Charte 77, ou de sa chute, comme le Forum civique ou le Public contre la violence, étaient composées de personnes aux attaches idéologiques et politiques très diverses, unies pour la circonstance contre un ennemi commun.

L'émergence de ces formations politiques aux contours idéologiques encore flous et aux structures faibles a entraîné les organisations internationales à rechercher hâtivement des partenaires et des alliés dans ces nouvelles démocraties parlementaires.

On peut donc s'interroger sur ce qui poussait les grandes Internationales à rechercher de nouveaux alliés et de nouveaux partenaires en Europe centrale et orientale aussi rapidement compte tenu de la grande incertitude et de la fluidité politiques.

Il importe d'autant plus de s'interroger sur cette attitude qu'elle fut partagée par les formations politiques d'Europe centrale. Bien souvent, dès leur naissance, ces dernières se mirent en quête d'alliés et de partenaires occidentaux. Quelle est donc l'utilité pour un parti politique embryonnaire, ne comprenant parfois que quelques dizaines de membres, sans moyen financier, sans organisations locales et avec un programme politique très général, d'établir des contacts avec des partis politiques occidentaux aux traditions historiques et aux réalités différentes ? Pourquoi, lors de leur naissance, ces multiples organisations politiques ont-elles tenté de se faire reconnaître par une sinon par plusieurs Internationales en même temps ?

Pourquoi donc une grande organisation internationale partisane recherche-t-elle aussi rapidement de nouveaux membres et pourquoi des partis politiques à peine nés demandent-ils la reconnaissance des ces organisations internationales ? Somme toute en effet, leur rôle politique demeure minime non seulement aux yeux des citoyens d'Europe occidentale mais aussi de la plupart des responsables politiques de ces mêmes partis. Les études de cas et les réflexions provenant des Internationales apportent d'intéressants éléments de réponse.

En effet, dans la définition et la médiatisation de leur identité idéologique, les grandes Internationales pouvaient chacune espérer des effets bénéfiques du ralliement de certaines personnalités d'envergure de la lutte anticomuniste et de la dissidence. Si la démonstration du rôle et de la mise en exergue de l'adversaire n'est plus à établir¹ pour la construction d'une identité partisane, on n'a moins insisté jusqu'ici sur l'importance que les « alliés », les « proches » ou les membres de la même famille avaient aussi dans le positionnement identitaire. Ainsi, les autres organisations membres et amies avec leurs dirigeants, particulièrement s'ils ont une envergure internationale, forment un des facteurs constitutifs de la construction d'une identité. Cela est particulièrement vrai dans des cas de partis politiques se créant ou se recréant après un demi-siècle d'interdiction. Ces données ont pris une importance croissante à un moment où les

¹ M. EDELMAN, *Pièces et règles du jeu politique*, Seuil, 1991, 253 pages.

médias jouent désormais un rôle central dans la connaissance et l'appréhension des événements et du rôle des individus.

De la sorte, le ralliement ou le soutien de Vaclav Havel ou de Lech Walesa à une famille politique internationale pouvait rejaillir sur l'Internationale elle-même mais également sur chacun de ses partis membres, qui auraient directement bénéficié de leur prestige. D'une certaine façon, les organisations partisans internationales espéraient en ce faisant partager la renommée de certaines personnalités et l'aura de la chute des régimes communistes. Il est vrai que certaines d'entre elles, en ayant instauré un dialogue avec les éléments réformateurs et en ayant négocié la détente Est-Ouest, avaient un passé certes tout à fait respectable mais qui en novembre 1989 auprès des dirigeants et des populations concernées apparaissaient comme ayant été au mieux ambiguës, au pire complices. L'histoire a pourtant démontré combien ces contacts se révéleront précieux quelques années plus tard. De même, l'aide et la solidarité aux organisations politiques en exil depuis l'instauration des démocraties populaires étaient très largement tombées en désuétude.

Force est pourtant de constater que les tentatives de séduction de la mouvance dissidente ont globalement échoué. Les mouvements et les responsables de la dissidence étaient à la fois trop rétifs aux organisations structurées et se trouvaient mal à l'aise par rapport aux clivages politiques occidentaux. La sortie de la « politique a-politique » prendra du temps. Il était difficile pour des organisations partisans internationales d'intégrer des personnalités qui, pour la plupart, rejetaient la structure même « parti politique ».

Après bien des vicissitudes, et à des rythmes différents, les Internationales ont cessé de courtiser des individus et ont mis, dans une seconde étape, la priorité sur les relations avec les partis politiques qui étaient en train d'émerger en Europe centrale. D'autant que ces derniers demandaient le plus souvent une adhésion rapide aux Internationales.

Les nouvelles adhésions qui ont suscité nombre de problèmes internes et externes présentaient certains atouts. Les multiples demandes témoignaient de « l'attractabilité » et de la modernité d'idées parfois malmenées en Europe occidentale auprès des populations d'Europe centrale et orientale. De plus, dans le rapport de forces entre Internationales, il était capital de se

renforcer au maximum sur ce nouveau terrain. Celui qui gérerait le mieux cette nouvelle donne pouvait prendre un avantage non négligeable par rapport à ses concurrents. Enfin, la participation de nouveaux membres aux gouvernements de ces nouvelles démocraties parlementaires ne pouvait non être ignorée, par exemple dans la perspective de leur adhésion à l'Union européenne.

Chacune des Internationales a donc mis sur pied une stratégie propre face à ces nouveaux défis. Toutes ont connu une première période accordant la priorité aux personnalités. Toutes ont évolué, face à l'impasse constatée, vers la constitution d'un réseau de partis.

Si on a pu assister à une course de vitesse entre responsables occidentaux de ces Internationales afin de gagner le plus rapidement possible le maximum de soutiens individuels puis collectifs, l'inverse a été vrai aussi dans le chef des directions des partis politiques émergents.

Très vite après l'effondrement des régimes communistes, une multitude de petits partis politiques sont apparus. Ils ont souvent aspiré à adhérer le plus rapidement à une grande Internationale.

Les avantages escomptés étaient également nombreux. Dans la confusion politique ambiante, traditionnelle aux périodes de transition politique, les partis politiques manquaient cruellement de référence idéologique précise. De plus, la population avait peu de points de repère et de reconnaissance pour distinguer les familles politiques.

L'adhésion à une des grandes Internationales a constitué dans ce cadre une possibilité de reconnaissance, d'identification et de légitimité envers les électeurs. Pour ces nouvelles formations pouvoir se référer à François Mitterrand, Helmut Kohl, Margaret Thatcher ou Hans-Dietrich Gensher était un argument de poids qu'elles mobilisèrent lors des premières joutes électorales.

Pour les partis politiques d'Europe centrale, il est essentiel d'être dépositaire d'un label, démocrate chrétien, libéral ou social-démocrate, sur la scène politique nationale. En effet, comme dans chaque période de transition démocratique, de très nombreux partis concurrents se réclamaient des mêmes familles politiques. Des rivalités personnelles, politiques ou générationnelles expliquent souvent ces situations complexes. Dans ces conditions, être reconnu par une Internationale présente un avantage considérable sur ses concurrents. Leur légitimité en

est fortement accrue. Il va s'en dire que ces situations se sont souvent révélées des casse-tête inextricables pour les dirigeants des Internationales peu au fait des subtilités politiques locales et réagissant avec des schémas nationaux qu'ils tentaient d'exporter en oubliant la considérable différenciation interne.

Enfin, en demandant leur adhésion à une Internationale, les partis politiques d'Europe centrale, très faiblement structurés, espéraient recevoir une aide technique et financière notable ce qui, selon le pays et les Internationales, fut le cas.

Comme le résume à juste titre Guillaume Devin : « Pour les principales forces politiques d'Europe occidentale qui tentent de défendre une identité distincte à travers des unions partisans concurrentes — socialistes, démocrates chrétiens, libéraux, écologistes —, l'enjeu de ces ouvertures consiste à confirmer leur influence et à démontrer leur rayonnement. Pour les responsables des nouvelles formations à l'Est, souvent plongées dans une mêlée confuse, la tâche est souvent d'obtenir des signes de reconnaissance afin de se distinguer comme les seules dépositaires légitimes de tel ou tel label. De part et d'autre, la défense et la promotion de l'identité partisane passent donc par la recherche de partenaires à affilier ou avec lesquels s'affilier. Mais comment les choisir ? »². La question s'est effectivement posée de part et d'autre.

Il est intéressant d'isoler certains effets communs posés par ce choix.

Premièrement, il est marqué par un haut degré d'incertitude. Les partis demandeurs aux identités politiques encore mal définies hésitent entre certaines Internationales. Ils ne savent pas toujours quelle organisation peut répondre aux mieux à leurs espoirs en tout genre. Pour les organisations partisans transnationales, il est difficile de se faire une idée précise sur la crédibilité et le sérieux des demandeurs. Comment éviter d'opter pour un parti qui disparaîtrait vite de la scène politique ?

Deuxièmement, le choix des adhésions et des adhérents provoque de nombreuses tensions internes à la fois dans les organisations internationales et au sein des partis politiques. Pour

² G. DEVIN, L'Internationale socialiste en Europe centre-orientale : définition et rôle des « amis politiques », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, *La gauche face aux mutations en Europe*, Editions de l'Université de Bruxelles, 228 pages, p. 192.

ces derniers, la préférence dans la demande d'adhésion sert parfois de révélateur ou de catalyseur à des débats et des différends idéologiques cruciaux. Pour quelques partis d'Europe centrale et orientale situés à droite ou au centre de l'échiquier politique, la question s'est posée entre une étiquette libérale et une étiquette « démocrate chrétienne ». Les petites formations issues de la dissidence ont éprouvé des difficultés de positionnement similaires par rapport à des clivages qu'ils rejetaient ou condamnaient par ailleurs. A gauche en revanche, l'attrait de l'Internationale socialiste ne souffre d'aucune concurrence crédible et joue un rôle déterminant dans le processus quasi général — à la seule exception tchèque — de social-démocratisation des anciennes structures partisans communistes.

Les divisions politiques et idéologiques, déjà nombreuses dans ces jeunes formations, ont donc été en certaines circonstances approfondies par la question de l'adhésion à une organisation partisane transnationale. Néanmoins, le choix définitif ne résulte pas toujours des plus hautes considérations doctrinales. Il est parfois le fruit d'une stratégie ou d'une tactique nationales. De fait, plusieurs fois, des partis d'un même Etat se sont livrés à une concurrence sans merci pour la reconnaissance comme unique dépositaire d'une mouvance idéologique. Occasionnellement, des formations politiques ont opté pour une Internationale en « deuxième choix » pour résister à la concurrence d'un parti mieux implanté déjà membre de l'Internationale de leur premier choix. Ces éléments ont parfois concouru à la confusion idéologique des premières années de la transition mais aussi à l'importance du brevet de « crédibilité » accordée par les organisations partisans transnationales.

Si le choix de l'Internationale a été problématique pour certains partis (surtout ceux du centre et de droite), la décision d'accepter telle ou telle formation dans l'Internationale l'a été tout autant. L'élargissement des Internationales à l'Est a fait apparaître de nombreuses différences et contradictions internes. Cela montre leur fragilité structurelle et leur hétérogénéité idéologique. Dans ce cadre, plusieurs éléments doivent être relevés.

Premièrement, il faut relever un phénomène de patronage géographique et historique. Les partis occidentaux ont prioritairement défendu les organisations issues de pays proches

d'un point de vue géographique ou avec lesquelles ils ont entretenu des rapports soutenus pour des raisons historiques. Les grands partis allemands — SPD et CDU-CSU — ou autrichiens — SPÖ et ÖVP — se sont faits les avocats des partis issus de l'Europe centrale. Par contre, l'ensemble des partis nordiques se sont mobilisés pour les formations issues des pays baltes. Il est somme toute normal que les sociaux-démocrates finlandais connaissent mieux la situation estonienne que les formations italienne et grecque plus intéressées par l'évolution albanaise.

En deuxième lieu, les traditions et situations politiques d'Europe occidentale ont influé sur les attitudes et les positions de leurs représentants quant à l'acceptation des nouvelles formations politiques. A l'échelle de l'Internationale socialiste, les différences de comportement à l'égard des formations issues de la mouvance communiste s'expliquent, en tout état de cause durant les premières années de la transition, par la transposition de situations nationales. Le SPD était confronté au parti du socialisme démocratique (PDS) issu de la transformation de l'ancien parti socialiste unifié est-allemand (SED) et était marqué par l'anticommunisme traditionnel en République fédérale allemande. La situation est différente dans le chef du parti de la gauche démocratique italien (PDS) lui-même issu de la transformation du parti communiste italien (PCI) ou du parti socialiste en France habitué à négocier des accords politiques avec un parti communiste (PCF) à la fois concurrent mais aussi allié potentiel. La multiplicité de ces situations et des contextes nationaux explique grandement la nature des positions dans les Internationales. La division prégnante dans l'Internationale socialiste a trait à la question de l'acceptation des anciens partis communistes en « social-démocratisation ». La même question prévaut aussi chez les démocrates chrétiens.

Ainsi, la famille démocrate-chrétienne se divise principalement sur la question polonaise. Non seulement, elle ne parvient pas à s'entendre sur la ou les formations politiques polonaises à soutenir mais, en plus, l'élection présidentielle polonaise de 1991 déchirera les partis démocrates chrétiens. Les sympathies de la CDU allaient clairement à Lech Walesa alors que la démocratie chrétienne italienne et française soutenait Tadeusz Mazowiecki, reproduisant de la sorte leurs différences de traditions nationales.

Enfin, notons que chacune des Internationales a vécu des difficultés et commis des erreurs, aujourd'hui admises et

reconnues. Des contacts ont notamment été établis trop rapidement.

Des formations se présentant comme libérales l'étaient en réalité très peu. L'Internationale socialiste a dû suspendre l'adhésion du parti social-démocrate hongrois historique d'Anna Petrasovits. En ce qui concerne la famille démocrate chrétienne, elle a fait dans l'ensemble preuve d'une plus grande prudence en nouant ses relations et quant à l'acceptation de ses membres.

Les analyses que nous fournissent les responsables des organisations partisans transnationales ont, entre autres, comme intérêt de souligner les leçons qu'elles ont tirées de ces premières difficultés.

Il a fallu attendre la fin de la période de fluidité politique intense et la stabilisation des paysages politiques pour que les Internationales définissent des politiques plus cohérentes envers leurs partenaires d'Europe centrale et orientale. La diminution du nombre de partis présents dans les enceintes parlementaire et la professionnalisation des élites politiques a entraîné une clarification et une meilleure identification des partis dans toutes les nouvelles démocraties parlementaires.

L'évolution rapide des situations politiques a ainsi poussé l'Internationale socialiste, malgré des réticences, à admettre en son sein les anciens partis communistes restructurés. Par ailleurs, après avoir espéré trouver de précieux renforts en Europe centrale, la famille libérale et dans une moindre mesure chrétienne ont dû déchanter comme le prouve un rapide tour d'horizon.

La situation actuelle de la coopération paneuropéenne des partis politiques

L'Internationale socialiste et sa coopération paneuropéenne

L'Internationale socialiste (IS) a rapidement connu trois problèmes dans l'établissement de ses contacts avec des partis et des formations d'Europe centrale et orientale.

Le premier a trait à la transition économique. Pour la première dans l'histoire des transitions démocratiques, le passage était

d'une économie planifiée vers une économie de marché³. Le monde socialiste a de la sorte été confronté à un processus de libéralisation et de dérégulation sociale auquel il devait à la fois souscrire et s'opposer. Les repères traditionnels étaient brouillés et l'émergence de formations sociales-démocrates en était complexifiée.

Le deuxième problème concerne la question des partis que l'Internationale socialiste avait continué de reconnaître pendant tout le processus de la guerre froide. En effet, l'IS avait créé en son sein une structure de partis de l'exil, l'Union socialiste d'Europe centrale et orientale, mieux connue sous ses initiales anglaises le SUCEE. Au moment de la chute du mur de Berlin, cette Union socialiste d'Europe centrale et orientale était composée de neuf formations : le parti social-démocrate bulgare, le parti social-démocrate tchécoslovaque, le parti socialiste estonien, le parti social-démocrate hongrois, le parti social-démocrate letton, le parti social-démocrate lituanien, le parti socialiste polonais, le parti social-démocrate roumain et le parti socialiste yougoslave. Ces neuf partis détenaient le statut d'observateur à l'Internationale socialiste. Toutefois, la plupart n'avait d'existence que sur le papier et à travers des personnalités à l'étranger depuis longtemps coupées des réalités nationales. La plupart de ces formations ont été remises sur pied après novembre 1989 par des responsables politiques de l'exil, le plus souvent en décalage complet avec la situation sur le terrain mais avec le soutien de l'Internationale socialiste. En novembre 1989, L'Internationale socialiste l'affirme : « Ces formations sociales-démocrates dans les pays qui ont eu des partis sociaux-démocrates avant la deuxième guerre mondiale et qui sont restées par la suite dans l'Internationale socialiste comme partis de l'exil continueront à être une part historique et intégrale de l'IS »⁴. Presque tous ses partis demandèrent leur adhésion pleine à l'Internationale socialiste. Face à cette inconnue, l'Internationale socialiste a accordé le statut de membre à part entière au parti social-démocrate de Hongrie lors du Conseil général de Genève

³ Voir J-M. DE WAELE, Les théories de la transition à l'épreuve de la démocratisation en Europe centrale et orientale, dans ce volume.

⁴ Position paper on Eastern Europe. Problems and opportunities, *Socialist Affairs*, Issue 1, 1990, p. 46.

les 23 et 24 novembre 1989⁵. Anna Petrasovits y prendra d'ailleurs la parole. L'Internationale socialiste n'accorda le statut de membre à part entière lors de son conseil national du Caire de mai 1990 qu'au parti social-démocrate bulgare et au parti social-démocrate tchécoslovaque⁶. Quatre mois plus tard à New York, ce sont les partis sociaux-démocrates estonien et lituanien qui reçurent le statut de membre à part entière. En juin 1991, à Istanbul, l'IS accorda le même statut au parti ouvrier social-démocrate letton (LSDSP). Enfin, en septembre 1992, au congrès de Berlin, le parti social-démocrate de Slovaquie fut aussi accueilli⁷. Toutefois, la grande majorité de ces partis historiques n'obtiendront que des scores insignifiants lors du deuxième scrutin après la chute du mur de Berlin. En outre, certaines pratiques partisans se sont révélées désastreuses. Il en va ainsi du parti social-démocrate hongrois qui a enregistré scandales sur scandales en 1991, à telle enseigne que son adhésion fut suspendue. Il faudra que sa situation soit « normalisée », notamment à travers l'avènement d'une nouvelle génération de dirigeants politiques, pour qu'il recouvre le statut d'observateur à l'Internationale socialiste au congrès de Berlin en septembre 1992. Depuis, ce parti se situe à un niveau extrêmement modeste.

Cet échec des « partis historiques » de la social-démocratie a conduit l'Internationale socialiste à (re)penser son approche par rapport aux anciens partis communistes dont plusieurs s'étaient engagés dans une mutation sociale-démocrate. Il est en effet vite apparu que dans bien des cas, les partis ex-communistes étaient, de loin, le premier parti de la gauche sur l'échiquier politique national. Le rapprochement avec ces formations était toutefois complexe. Les accueillir dans l'Internationale les légitimait sur l'échiquier politique alors que la plupart étaient isolés. C'est un pari d'autant que la démarche n'était pas simple par rapport à des formations de gauche issues de la dissidence ou de l'opposition au régime communiste. L'Internationale socialiste va néanmoins s'avancer dans cette voie. Ainsi, dès le congrès de Berlin en 1992, elle attribue le statut de membre consultatif au parti social-démocrate albanais (PSD) et le statut de membre observateur au

⁵ L. AYALA, Birth and rebirth : Social Democracy in Central and Eastern Europe, *Socialist Affairs*, Issue 2, 1990, p. 6.

⁶ *Socialist Affairs*, Issue 2, 1990, p. 44.

⁷ *Socialist Affairs*, Issue 3, 1992, p. 37.

parti social-démocrate hongrois (MSZDP), tous deux ex-partis communistes au pouvoir⁸. La victoire électorale de la Social-démocratie de la République de Pologne en 1993 et du parti social-démocrate hongrois confortera l'IS dans ce choix. La déclaration du Conseil de l'Internationale socialiste des 2 et 3 décembre 1994 en prend acte en ouvrant le champ des partis « s'inspirant » du socialisme démocratique : « L'objectif central de l'Internationale socialiste et de ses partis doit être de travailler de telle manière que dans tous les pays d'Europe centrale et orientale, les partis d'inspiration sociale-démocrate soient renforcés et que ces partis — ou les listes qu'ils soutiennent — obtiennent de meilleurs résultats électoraux et une plus grande représentation parlementaire qu'à l'heure actuelle. Pour atteindre ces objectifs, l'Internationale socialiste entend agir en soutenant les initiatives de partis déjà membres de l'IS et en accueillant un certain nombre de partis et de mouvements, inspirés par les principes du socialisme démocratique, qui ont demandé à établir des relations avec l'Internationale socialiste »⁹. Le congrès de New York en septembre 1996 sera l'occasion d'une ouverture à d'anciens partis au pouvoir du régime communiste. Plusieurs cohabitèrent dans l'IS avec une formation issue de la dissidence. A New York, l'Internationale socialiste a accueilli comme membre à part entière le parti social-démocrate albanais, le parti socialiste hongrois, la Social-démocratie de la République de Pologne (SDRP), l'Union du travail de Pologne (l'UP), le parti de la gauche démocratique slovaque (SDL) et la Liste unie des sociaux-démocrates en Slovaquie (ZL). Par ailleurs, six partis ont reçu le statut d'observateur : le parti social-démocrate d'Azerbaïdjan (SDPA), le parti social-démocrate de Bosnie-Herzégovine (SDP BiH), l'Union des citoyens de Géorgie (CUG), l'Union sociale-démocrate de Macédoine (SDUM), le parti social-démocrate de Moldavie et le parti social-démocrate du Monténégro (SDPM).

L'Union européenne des démocrates chrétiens et sa coopération paneuropéenne

⁸ *Socialist Affairs*, Issue 3, 1992, p. 37.

⁹ *Socialist Affairs*, Issue 4, 1994, p. 42.

A l'échelle des organisations démocrates chrétiennes, c'est surtout l'Union européenne des démocrates chrétiens (UEDC) qui a été active même si, par l'intermédiaire de l'Union chrétienne démocrate d'Europe centrale (UCDEC), l'Internationale démocrate chrétienne (IDC) a complété l'action de l'UEDC.

Les organisations politiques transnationales démocrates chrétiennes ont été confrontées à trois problèmes majeurs :

— d'une part, certaines formations qui avaient été membres de quelques exécutifs sous le régime communiste souhaitaient leur adhésion et étaient parfois en compétition avec des partis démocrates chrétiens de la dissidence ou de l'opposition au régime communiste ;

— d'autre part, l'UEDC ou l'IDC ont dû compter avec le poids et l'aura de l'Eglise catholique dans quelques pays d'Europe centrale et orientale. Comme le souligne Jean-Dominique Durand, « Les Eglises se sont trouvées incapables et peu désireuses de promouvoir des mouvements politiques rénovés tant sur le plan politique, démocratique, qu'écclésial : auréolés du prestige de la victoire, les Eglises ont été tentées par des réponses cléricales, plus que la mise en œuvre de solutions nouvelles donnant aux laïcs un poids particulier »¹⁰ ;

— enfin, en certaines circonstances, la religion de référence n'était ni le protestantisme, ni le catholicisme mais bien la religion orthodoxe, peu présente, si ce n'est par l'intermédiaire de la Nouvelle démocratie (ND) grecque dans les organisations internationales démocrates chrétiennes ;

En ce qui concerne le premier cas de figure, c'est en Tchécoslovaquie en particulier que la question s'est posée.

Héritier du parti populaire de l'entre-deux-guerres, le parti populaire tchécoslovaque (CSL) s'était transformé après le « coup de Prague » (1948) en un parti satellite censé incarner les intérêts des chrétiens et des paysans, particulièrement en Bohême-Moravie. Parmi les partis satellites, il a été le plus important en termes de membres (40 000). Ses marges de manœuvre et son autonomie étaient très limitées. A la veille de l'effondrement du

¹⁰ J.-D. DURAND, *L'Europe de la démocratie chrétienne*, Complexe, 1995, 383 pages, pp. 297-298

régime, le parti populaire connut une forte contestation interne ¹¹ d'un courant réformateur *Renaissance*, qui conduisit au renouvellement de sa direction ¹². Les nouveaux dirigeants, surtout constitués de cadres intermédiaires du parti ¹³, participèrent alors sans restriction au mouvement démocratique. Grâce à cette mutation rapide, son nombre d'adhérents doubla en quelques semaines : il passe de 40 000 à 80 000. De plus, plusieurs responsables sont associés au pouvoir par le Forum civique. J. Bartoncik devient vice-président du parlement fédéral, F. Reichel vice-premier ministre et R. Sacher, ministre de l'Intérieur.

Néanmoins, les relations avec les autres mouvements et partis se réclamant de la famille chrétienne étaient difficiles. Ces derniers reprochaient au parti populaire sa collusion avec le pouvoir communiste. Pour Vaclav Benda, dissident catholique proche de Vaclav Havel, emprisonné à plusieurs reprises sous le régime communiste et fondateur du parti démocrate chrétien (KDS) ¹⁴, il était malaisé sinon impossible de travailler avec le parti populaire. Créé au début décembre 1989, le KDS défendait une égalité de statut pour les secteurs privé, public et coopératif et estimait que le rôle de l'Etat, au niveau social, devait être rempli par des organisations caritatives, coopératives ou syndicales.

En avril 1989, Vaclav Benda acceptera toutefois la formation d'une coalition électorale, intitulée Union chrétienne et démocratique (KDU). Outre son petit mouvement, elle rassemble le parti populaire du côté tchèque et le parti démocrate chrétien de Jan Carnogursky, aussi issu de la dissidence. Cette alliance reçut une aide financière de la CDU-CSU allemande et de la DC italienne ¹⁵.

L'Union chrétienne démocrate/parti populaire était membre de l'UEDC, le parti démocrate chrétien sollicita aussi son adhésion. Il obtint le statut d'observateur en 1995. Quant à la

¹¹ J. OBRMAN, « Signs of revolt in the Czechoslovak People's Party », *Radio Free Europe. Research Report*, vol. 14, n° 43, 27 octobre 1989, pp. 9-13.

¹² *BBC World Report*, EE/0626 B, 29 novembre 1989, p. 13.

¹³ *BBC World Report*, EE/0672 B, 30 novembre 1989, p. 11.

¹⁴ J.-D. DURAND, *L'Europe de la démocratie chrétienne*, Complexe, Bruxelles, 1995, 383 pages, p. 299.

¹⁵ P. MARTIN, « The election Campaign », *Radio Free Europe. Research Report*, vol. 1, n° 24, 15 juin 1990, p. 19.

composante slovaque après rupture tchéco-slovaque, le Mouvement démocrate chrétien de Slovaquie, il est devenu membre à part entière à l'UEDC où il côtoie le parti démocrate chrétien des Hongrois de Slovaquie qui a le statut d'observateur.

La Pologne est évidemment le symbole du deuxième cas de figure. L'Eglise y a ouvertement encouragé des formations cléricales. A l'instar de l'UEDC, elle s'est aussi trouvée confrontée à l'opposition lors la première élection présidentielle entre Lech Walesa et Tadeusz Mazowiecki. Walesa l'a emporté mais la fragmentation du camp démocrate chrétien-conservateur a entraîné sa défaite importante à l'occasion de l'élection législative de 1993. Les leçons, au moins par rapport au système électoral, ont été retenues. Au scrutin de septembre 1997, les partis chrétiens se sont présentés en cartel : l'Alliance électorale Solidarité. Par rapport à tous les conflits qui ont agité les partis chrétiens en Pologne, l'UEDC a adopté une ligne prudente. Aucun parti polonais n'est membre à part entière. Et seuls l'Alliance du centre et le Congrès démocrate chrétien y ont le statut d'observateur.

Cette prudence a d'ailleurs été appliquée aux autres pays d'Europe centrale et orientale. Ne sont membres de l'UEDC, outre les partis déjà mentionnés que le parti démocrate chrétien populaire hongrois, le Forum démocratique hongrois (MDF), les Démocrates chrétiens de Slovénie, le parti national paysan démocrate chrétien de Roumanie, la formation ISAMAA/Pro Patria d'Estonie et le parti démocrate chrétien lituanien.

Par ailleurs, certaines formations ont le statut d'observateur : l'Union nationale agraire « Nicolas Petrov », le parti démocrate, le Centre démocratique uni et l'Union démocrate chrétienne, tous quatre de Bulgarie, l'Union démocrate croate et le parti démocrate chrétien croate et la Fédération démocrate des Hongrois de Roumanie.

L'internationale libérale et sa coopération paneuropéenne

A l'échelle de la famille libérale, deux acteurs ont travaillé à l'établissement de contacts partisans entre l'Europe occidentale et l'Europe centre-orientale : l'Internationale libérale et le parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs (ELDR). Ancienne fédération des partis libéraux, l'ELDR s'est transformé

en parti en décembre 1993 pour s'inscrire dans la démarche prévue à l'article 138A du traité de Maastricht prévoyant la création de partis européens ¹⁶.

A l'instar des autres familles politiques, l'Internationale libérale a rencontré plusieurs difficultés dans l'établissement d'une coopération paneuropéenne des partis. Il y avait d'abord la fluidité du système partisan dans les premières années après la chute du mur de Berlin. D'autre part, la tradition du libéralisme politique en Europe centrale et orientale n'était pas très développée. L'Internationale libérale a dû être attentive à ne pas accueillir dans ses rangs des formations aux relents nationalistes ou xénophobes, qui portaient parfois l'étiquette libérale dans son appellation. Enfin, les libéraux ont vite été associés — parfois au corps défendant de l'Internationale libérale et de l'ELDR — aux thérapies de choc établies au début des années quatre-vingt-dix. Des formations ou des personnalités aux orientations thatchériennes — non membres de l'Internationale libérale — ont parfois été assimilées à des partis libéraux.

Qu'en est-il au bout du compte en termes de contacts et d'activités ? En novembre 1997, de nombreux partis ont participé au congrès de l'Internationale libérale, soit à titre de membre ou d'observateur, soit à titre d'invité. Mais le nombre de formations politiques partie prenante à la mouvance libérale internationale et européenne doit être relativisé par la faiblesse souvent manifeste des partis concernés.

L'ouverture de l'Internationale libérale aux partis d'Europe centrale et orientale s'est accomplie progressivement et avec prudence. Ainsi lors du congrès d'Espoo, en 1990, seul le parti réformateur estonien a rejoint l'IL comme membre à part entière. Un an plus tard à Luzerne, un autre parti important rejoint l'Internationale libérale, l'Alliance des démocrates libres de Hongrie (SZDSz).

A Mainz, en 1992, la famille libérale internationale accueille le grand rival libéral hongrois de la SZDSz, la Fédération des jeunes démocrates (FIDESz) mais aussi trois autres formations : Démocratie libérale de Slovaquie (LDS), les Démocrates libres-

¹⁶ P. DELWIT, J-M. DE WAELE, Les élections européennes et l'évolution des groupes politiques au Parlement européen, in M. TELO (ed.), *Démocratie et construction européenne*, Editions de l'Université de Bruxelles, 1995, 368 pages, p. 277.

parti libéral social de la république tchèque (SD-LSNS) et le parti libéral social croate (HSLŠ).

Au congrès de l'Internationale libérale de Reykjavik en 1994, l'IL ouvre ses rangs à l'Union démocratique slovaque (DU), au mouvement des Hongrois de Slovaquie Coexistence, au parti libéral de Macédoine et à l'Alliance libérale du Monténégro. Par ailleurs, deux autres formations reçoivent le statut d'observateur, le Centre pour la nouvelle politique de Bulgarie de même que le parti libéral « 1993 » de Roumanie.

Aux assises de l'IL, à Noordwijk en 1996, deux nouveaux partis ont reçu le statut d'observateur, l'Alliance de la voie lettone et le parti de la coalition estonienne.

Enfin, nous l'avons souligné, de nouvelles formations étaient présentes à titres d'invitées au congrès d'Oxford de novembre 1997. On remarquera l'ouverture aux partis d'ex-URSS. Il s'agit de la Fondation pour le développement de la démocratie d'Azerbaïdjan, du parti démocratique radical libre de Bulgarie, du parti libéral de Moldavie, de l'Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie, de l'Union démocratique constitutionnelle et du mouvement Yabloko de Russie et du parti libéral d'Ukraine.

Neuf ans après l'effondrement des systèmes communistes, l'Internationale libérale a donc réussi à ouvrir ses rangs à un nombre appréciable de partis d'Europe centrale et orientale. Mais cette observation quantitative doit être nuancée à la lumière de la faiblesse qualitative de nombres de formations concernées. Et aussi de certains « manques » marquants comme l'absence de tout parti polonais au sein de la famille libérale européenne et internationale.

La fédération européenne des partis verts et sa coopération paneuropéenne

Au moment de la chute du mur de Berlin, en novembre 1989, la coordination européenne des partis écologistes était des plus lâches. Il existait une coordination européenne des partis verts. Mais ses moyens et son activité étaient limitées. La véritable coordination s'exerçait à l'échelle du groupe vert au Parlement européen.

Après cinq congrès de la coordination des verts européens (Liège, mars 1984 ; Douvres, mars 1985 ; Stockholm, août 1987 ;

Anvers, avril 1988 et Paris, 1989), l'établissement d'une structure supranationale claire des partis écologistes eut lieu à Helsinki, le 20 juin 1993. La fédération européenne des partis verts y voit le jour. A cette première difficulté objective d'établir des liens avec des partis ou mouvements en Europe centrale et orientale, s'en est ajoutée une deuxième : l'évanescence des mouvements verts en Europe centre-orientale.

Pendant un temps, la Tchécoslovaquie a semblé faire exception. Les sondages accordèrent au parti vert (SZ) jusqu'à 8% dans la partie tchèque et plus de 11% dans la partie slovaque¹⁷. Pourquoi ce succès d'estime conjoncturel ?

En Slovaquie, le parti vert avait été fondé par différentes organisations de protection de l'environnement. Elles s'étaient multipliées suite à la grave détérioration de l'environnement et aux questions soulevées par la construction du célèbre barrage Gabčíkovo.

Dans la partie tchèque par contre, la création du parti vert, dès le 21 novembre 1989¹⁸ était apparue suspecte à de nombreux militants écologistes, qui accusèrent les dirigeants de l'organisation locale pragoise d'entretenir des relations étroites avec la police secrète. En dépit des dénégations de la direction du mouvement¹⁹, le doute persista. Au congrès de Brno, en février 1990, le parti annonçait pour tout le pays 80 000 membres²⁰. Mais en juin 1990, le parti ne recueillit que 3% des voix et aucun élu au niveau fédéral. En revanche, il recueillit 3,5% et six sièges au Conseil national slovaque. Au lendemain de l'élection, les verts connaîtront des crises graves²¹ et deviennent marginaux dans la République tchèque. Du côté slovaque, le parti vert

¹⁷ P. JEHLICKA, T. KOSTELECKY, « The development of the Czechoslovak green party since 1990 election », *Environmental politics*, vol. 1, spring 92, n° 1, pp. 72-94.

¹⁸ Au niveau national, le parti se crée le 6 janvier 1990.

BBC World Report, EE/0662 B, 15 janvier 1990, p. 8.

¹⁹ *BBC World Report*, EE/0766 B, 17 mai 1990, p. 3.

²⁰ P. JEHLICKA, T. KOSTELECKY, Czechoslovakia. Greens in a post-Communist society, in D. RICHARDSON, C. ROOTES, *The green challenge. The development of green parties in Europe*, Routledge, Londres, 1995, 268 pages, p. 213.

²¹ *BBC World Report*, EE/0789 B, 13 juin 1990, p. 6 et *BBC World Report*, EE/0800 B, 26 juin 1990, p. 4.

slovaque (SZS) annonce 2 000 membres fin 1993 et décrochera deux élus sur une liste d'union, Choix commun, en 1994.

Ailleurs, en Europe centrale et orientale, les partis verts sont tout aussi insignifiants. Le poids de la coopération paneuropéenne est donc réduit d'autant que la légitimité de la fédération européenne des partis verts demeure elle aussi limitée. Lors de son congrès de fondation, la nouvelle structure, qui compte vingt-trois formations, accueille les verts estoniens, les verts géorgiens et le parti vert de Bulgarie.

Depuis la fédération européenne des partis verts a accueilli le parti Zöld Alternative de Hongrie, le parti vert de Saint-Petersbourg, le parti vert de Slovaquie, le parti vert ukrainien et les verts tchèques. Autant de formations, à l'exception du parti slovaque, qui représentent peu de choses.